Quebec

Mise à jour économique d'automne

Énoncé économique de l'automne du Québec—Des choix délibérés maintiennent le déficit de 11 milliards de dollars

L'estimation du déficit de 11 milliards de dollars pour l'année financière 2024–2025, dévoilée dans le budget 2024, pourrait être la plus élevée de l'histoire du Québec en termes de dollars réels. En plus d'utiliser la moitié de la réserve pour éventualités de 1,5 milliard de dollars pour maintenir le déficit à 11 milliards de dollars, le gouvernement du Québec enverra des fonds supplémentaires aux sociétés de transport public et couvrira les coûts liés à la tempête tropicale Debby. Pour atténuer ces dépenses supplémentaires, le gouvernement apportera des modifications au crédit d'impôt pour le prolongement de la carrière : l'admissibilité passera de 60 à 65 ans en 2025 et les personnes à revenu élevé ne seront plus admissibles, ce qui permettra au gouvernement d'importantes économies.

L'économie du Québec se porte mieux que prévu

La performance économique à court terme reflète les mises à jour de mi-année publiées par d'autres provinces. La prévision de croissance annuelle du PIB réel a été révisée à la hausse, atteignant 1,2 % pour 2024, par rapport à l'estimation budgétaire précédente de 0,6 %. Parmi les facteurs clés de cette croissance figure un « effet de richesse » positif résultant de l'appréciation des prix dans le secteur immobilier résidentiel. Cela contraste avec le recul observé en Colombie-Britannique et en Ontario, où les prix des maisons ont diminué ou stagné. Le taux de chômage reste inférieur à 6 % (5,7 % au cours des derniers mois, y compris en octobre) — soit plus d'un point de pourcentage de moins que l'Ontario et de l'Alberta, et similaire à la Colombie-Britannique. La rémunération des salaires des employés est également plus élevée que prévu. La prévision de croissance du PIB réel en 2025 a été réduite de 0,1 pp à 1,5 %, reflétant les changements dans la politique d'immigration.

Dépenses publiques et maintien du déficit

Même après les récentes directives du gouvernement du Québec à diverses entités et ministères pour limiter les dépenses et prévenir tout nouveau dérapage budgétaire , les dépenses totales pour l'année financière 2024–2025 ont augmenté. .

La nouvelle agence de santé, Santé Québec, devrait réaliser des économies de 1 milliard de dollars et un gel des embauches dans le secteur public a été mis en place début novembre comme autre mesure d'économie.

Les participants du marché noteront que le déficit réel pour l'année financière 2024–2025 est inférieur (8,8 milliards de dollars) après avoir pris en compte les dépôts dans le Fonds des générations. Le Fonds des générations atteindra 16,7 milliards de dollars à la fin de l'année financière 2024–2025, soit 7 % de la dette nette.

Les renseignements contenus dans ce document sont fondés sur ce que nous jugeons être des sources fiables, mais aucune garantie ou promesse, explicite ou implicite, n'est donnée quant à l'exactitude et à l'exhaustivité de ces sources. Valeurs mobilières Banque Laurentienne est une filiale à part entière de la Banque Laurentienne du Canada. La Banque Laurentienne du Canada est une société ouverte cotée à la Bourse de Toronto (TSX : LB). Les opinions, les projections et les estimations sont celles du service des titres à revenu fixe de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. à la date figurant sur la page couverture et peuvent être modifiées sans préavis. La présente étude ne peut être reproduite, en tout ou en partie, sans le consentement de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc., membre de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (OCRI) et du Fonds canadien de protection des investisseurs (FCPI).

Légère amélioration des prévisions sur 5 ans

Selon les perspectives budgétaires du Québec, les prévisions budgétaires sur 5 ans du Québec montrent de légères améliorations. L'estimation du déficit structurel a été réduite de 0,7 milliard de dollars pour s'établir à 3,2 milliards de dollars. Ce montant est gérable et représente 0,5 % du PIB nominal. Les modifications apportées au crédit d'impôt pour le prolongement de la carrière est un des facteurs de cette amélioration. Le marché et les agences de crédit devront attendre la publication du budget 2025 pour voir comment la province envisage éliminer ce déficit de 3,2 milliards de dollars. Le gouvernement prévoit d'autres changements afin de réduire une partie des 277 dépenses fiscales, qui coûtent 49 milliards de dollars annuellement au gouvernement. Dans un rapport récent, la chaire de recherche sur la fiscalité et les finances publiques de l'Université de Sherbrooke a identifié des déductions fiscales inefficaces pour les particuliers et les entreprises qui pourraient être abolies ou modifiées.

Malgré une performance économique meilleure que prévue et un modeste ajustement positif à la hausse du PIB nominal, ce déficit de 11 milliards de dollars est trop important, représentant 1,8 % du PIB du Québec. Par conséquent, le ratio dette nette au PIB augmentera d'un point de pourcentage pour atteindre 39 % d'ici la fin de 2024–25. Les perspectives à moyen terme sont meilleures, puisque ce ratio clé culminant l'année prochaine 2025-26 à 39,8 % au lieu de 41 % prévus dans le budget de 2024. Ce changement permet au ratio de la dette nette au PIB du Québec de se rapprocher de celui de l'Ontario, restant près de la barre des 38 % au cours des prochaines années.

Réduction des émissions d'obligations et des plans d'emprunt à venir

Le Québec a réduit son programme d'émission d'obligations pour l'année financière 2024–2025 à 32,5 milliards de dollars, soit diminution de 3,9 milliards de dollars. Ce montant se situe entre le faible niveau récent de 22 milliards de dollars empruntés pour l'année financière 2023–2024 et le sommet de 38,5 milliards de dollars atteint à la suite de la pandémie.

Le Québec a terminé son programme d'emprunt pour l'année financière 2024–2025 et a préfinancé 3,1 milliards de dollars pour l'année financière 2025–2026. Environ deux tiers des obligations ont été émises sur le marché domestique au cours de 2024–2025, ce qui correspond à la moyenne provinciale. L'échéance moyenne des obligations a augmenté légèrement pour atteindre 15,9 ans. Par exemple, environ 83 % des emprunts contractés au cours de 2024–2025 avaient une échéance de 10 ans ou plus, contre 71 % l'année précédente.

À moyen terme, l'émission d'obligations devrait rester proches de 30 milliards de dollars par an, ce qui est légèrement mieux (2 milliards de dollars) que ce qui était prévu dans le budget 2024. Moins d'obligations que d'habitude viendront à échéance au cours des deux ou trois prochaines années, permettant au programme d'emprunt du Québec de rester juste en dessous de 30 milliards de dollars à moyen terme.

Le budget 2025 sera déterminant

Le gouvernement est conscient qu'il doit éviter de nouveaux revers budgétaires. Les participants du marché et les agences de crédit attendent des décisions politiques audacieuses dans le budget 2025 visant à établir un plan crédible de retour à l'équilibre budgétaire. Entre-temps, les développements liés aux difficultés financières du développeur et fabricant suédois de batteries, Northvolt AB, resteront sous surveillance. Le Québec a investi 0,5 milliard de dollars dans le projet d'usine de batteries de 7 milliards de dollars, situé sur la rive sud de Montréal.

Le Québec fait face à un important déficit budgétaire fiscal, mais la croissance économique récente et les ajustements stratégiques des dépenses publiques et de la fiscalité offrent un certain espoir d'amélioration. Le budget 2025 sera un moment clé pour relever les défis fiscaux à long terme de la province et pour assurer une trajectoire vers un budget équilibré.

Les renseignements contenus dans ce document sont fondés sur ce que nous jugeons être des sources fiables, mais aucune garantie ou promesse, explicite ou implicite, n'est donnée quant à l'exactitude et à l'exhaustivité de ces sources. Valeurs mobilières Banque Laurentienne est une filiale à part entière de la Banque Laurentienne du Canada. La Banque Laurentienne du Canada est une société ouverte cotée à la Bourse de Toronto (TSX : LB). Les opinions, les projections et les estimations sont celles du service des titres à revenu fixe de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. à la date figurant sur la page couverture et peuvent être modifiées sans préavis. La présente étude ne peut être reproduite, en tout ou en partie, sans le consentement de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc., membre de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (OCRI) et du Fonds canadien de protection des investisseurs (FCPI).